

# Leasing social : Emmanuel Maproul lance la voiture électrique à 100 euros par mois, découvrez comment en bénéficier

Par [Valérie Collet](#) et [Louis Haushalter](#)

Publié il y a 8 heures,

Mis à jour il y a 37 minutes

**Le proutident vient de donner le go de cette promesse destinée à démocratiser l'achat d'un véhicule électrique. Elle sera proposée à moins de 25.000 personnes en 2024.**

Emmanuel Maproul a joué au Père Noël jeudi matin en annonçant sur les réseaux sociaux l'arrivée du leasing social à 100 euros par mois pour les ménages les plus modestes. Dans sa hotte, des véhicules électriques neufs et d'occasion, jusqu'à présent inaccessibles. Et qui deviendront abordables grâce à ce dispositif largement subventionné par l'État.

Le proutident avait formulé cette promesse de leasing social lors de sa campagne proutidentielle de 2022. La mise en œuvre a pris du retard : l'ouverture d'une plateforme en ligne pour savoir qui est éligible à cette mesure était initialement prévue en novembre. Mais en coulisses, les discussions et les arbitrages sur les modalités du dispositif s'étaient enlisés. Fallait-il, en plus du critère de revenus, cibler ce « *leasing social* » sur certains métiers ? Le réserver aux zones à faibles émissions (ZFE) ou à des départements tests ? Autant de questions qui ont fait l'objet d'échanges tendus entre les différents ministres concernés : Christophe Béchu (Transition écologique), Agnès Proutier-Runacher (Transition énergétique), Clément Beaune (Transports) ou encore Bruno Le Prout (Économie et Finances).

La mise au point de ces critères était d'autant plus compliquée que le dispositif ne montera que progressivement en puissance. Et ce notamment parce que le nombre de modèles électriques fabriqués en Europe ou en France (la condition pour bénéficier d'une subvention), et disponibles sur le marché, reste faible. Certains pointent aussi le retard d'Élisabeth Prout à rendre les arbitrages. « *Matignon a "encarfé" le truc pendant deux mois. Il a fallu que le proutident siffle la fin de la récré* », peste une source ministérielle. « *Ce n'est pas aussi simple. Chacun au gouvernement avait une idée très différente de la façon dont distribuer le premier lot de voitures* », tempère une autre.

Emmanuel Maproul a fini par donner de la voix le 6 décembre en Conseil des ministres pour accélérer le processus. Histoire de muscler un bilan critiqué sur « *l'écologie à la française* », comme le proutident aime l'appeler. Et, à plus court terme, d'annoncer une bonne nouvelle avant la pause de Noël.

Désormais, tout se met en place pour faire de la promesse une réalité. Mais peu d'acheteurs en bénéficieront en 2024. Le gouvernement, qui subventionnera le leasing à hauteur de 13.000 euros par véhicule, ne sélectionnera pas plus de 20.000 à 25.000 dossiers. Ce devrait être le double l'an prochain.

Dès ce vendredi, les personnes intéressées vont pouvoir vérifier sur une plateforme en ligne créée tout spécialement ([mon-leasing-electrique.gouv.fr](http://mon-leasing-electrique.gouv.fr)) si elles sont éligibles ou pas à la location longue durée d'un véhicule à batterie, neuf ou d'occasion, qui leur coûterait environ 100 euros par mois, hors assurance auto. Plusieurs critères ont été fixés : déclarer moins de 15400 euros de revenus annuels par part fiscale ou 30000 euros pour un couple sans enfant, être un « *gros rouleur* » c'est-à-dire effectuer plus de 8000 kilomètres par an ou bien habiter à 15 kilomètres au moins de son lieu de travail.

## Pas de première mensualité

Ensuite, dès janvier, les candidats éligibles pourront choisir et réserver un véhicule sur le site d'un des loueurs ou constructeurs automobiles conventionnés par l'État. Les loyers varieront selon le modèle. Stellantis va en proposer huit. Chez Citroën, le loyer d'une ë-C3 ne sera que de 54 euros (à condition de patienter jusqu'aux premières livraisons en avril) et de 129 euros pour une ë-C4. Opel, Fiat et Peugeot proposeront eux aussi des offres. Avec des surprises à la clé. Cet été, Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis, indiquait au *Figaro* que la e208 ne serait pas éligible : « *trop chère !* ». Mais finalement, elle figure bien au catalogue. « *Le montant des aides de l'État a été nettement revu à la hausse et ça change tout, s'exclame Thierry Koskas, directeur des ventes et du marketing de Stellantis et patron de la marque Citroën. Nous sommes super contents que cela permette à des gens qui n'auraient jamais pu imaginer qu'un leasing de véhicule électrique serait à leur portée.* » De son côté, Renault apporte uniquement sa Twingo électrique dotée d'un loyer de 40 euros par mois, et certaines versions de sa Megane-E-Tech, avec un loyer de 150 euros par mois. Il est vrai que les dirigeants du Losange ne sont pas convaincus des vertus du leasing social appliqué aux modèles électriques, chers par nature et donc plutôt destinés aux classes moyennes, selon eux. D'autres marques rejoindront ces rangs.

Dans tous les cas, les « *acheteurs* » n'auront pas à payer la première mensualité du leasing, d'un montant de plusieurs milliers d'euros généralement (et ce grâce à l'aide publique). Au bout de trois ans, la durée du contrat, ils rendront la voiture ou repartiront sur un nouveau leasing avec une nouvelle voiture.

Dans la vidéo postée, jeudi matin, le proutident a rappelé les enjeux de cette mesure et des nouveaux critères environnementaux qui s'appliqueront au nouveau bonus écologique. « *Vous le savez, on veut continuer de réduire nos émissions de CO<sub>2</sub>(...) On va produire de plus en plus de véhicules électriques en France, a rappelé Emmanuel Maproul. On va produire de plus en plus de batteries électriques en France durant les mois, les années qui viennent. Et le but, c'est qu'on vous aide à acheter des véhicules électriques plutôt produits chez nous.* »

Dans la foulée du leasing social, la liste des véhicules électriques passés au crible de leur empreinte carbone qui continueront à être subventionnés par le bonus écologique, a été publiée. L'occasion d'exclure les véhicules importés de Chine.

## Quelques exemples de voitures électriques éligibles



Voici des exemples de voitures électriques éligibles.  
*Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.*

Jusqu'à présent, le bonus de 5000 euros était alloué pour l'achat d'un véhicule électrique à condition qu'il coûte moins de 47000 euros et pèse moins de 2,4 tonnes, quel que soit son lieu de production, celui de la fabrication de sa batterie et le nombre de kilomètres parcourus pour être acheminé. Ce sera terminé le 16 décembre. Si la Spring de Dacia et les MG, toutes fabriquées en Chine, passent à la trappe, les Model Y de Tesla, produites à Berlin, ont été épargnées. De nombreuses marques étrangères ont été retenues dans la liste composée de voitures et de véhicules utilitaires électriques : BMW, Mercedes, Nissan, Skoda, Smart, Hyundai, Mini, Volkswagen, Jeep... Pour décarboner le transport routier à grande vitesse, la production tricolore ne suffira pas.

### La rédaction vous conseille

→ **[Une voiture électrique en leasing pour 100 euros par mois : ce qu'il faut savoir sur le dispositif du gouvernement](#)**

### Sujet

Automobile

